

<http://ugtg.org/spip.php?article2131>



ELÈKSYON A YO, LÉWÒP A YO, PA BON POU NOU !

- Actualité -



Date de mise en lignemardi 22 juillet 2014

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Il y a un peu plus de deux mois, le 17 mars 2014, nous écrivions dans une déclaration intitulée **On dèt chimen pou konstwi ondòt Gwaloup !**

« Elèksyon a yo péké réglé pon problèm !

La France poursuit tout simplement la régionalisation de ces institutions pour se conformer aux directives de l'Union Européenne, sous le diktat du FMI, Fonds monétaire international : faire de la France une fédération de régions. En ce sens, les dernières colonies lui servent de modèles. C'était déjà le but des « consultations de 2003 et 2010 » ... »

Jòdla apré Elèksyon a Léwòp a yo, avè pliski 90 % a moun kipa voté, pèp Gwadeloup ka di yo on fwa ankò apa sa ka entérésé- y !

En France, ce rejet s'est matérialisé par une abstention énorme, historique (près de 60 %) occasionnant l'arrivée en tête du front national, parti d'extrême droite.

C'est le résultat de la politique antisociale du gouvernement Hollande, des directives de l'Union européenne au service du grand capital, poursuivant la destruction des conquêtes sociales et mettant à mal la souveraineté des nations.

Et pourtant, la France continue cette même politique, la mise en oeuvre de la régionalisation de ses institutions dans l'optique de faire de la France un état fédéral composé de 12 régions. Ces nouvelles régions auront la possibilité de déroger aux lois dites nationales et pourront même légiférer dans certains cas, pour mieux sacrifier les avancées sociales au profit de la compétitivité des entreprises. Dès lors, ces régions se trouveront directement en concurrence entre elles dans tous les domaines (éducation, santé,).

Ce n'est plus l'égalité et la défense de l'intérêt général au niveau de la nation qui est mis en avant mais la concurrence entre les régions et la recherche du profit maximum. Dès lors se pose la question de la souveraineté de la nation.

Les travailleurs et le peuple de Guadeloupe sont concernés car ce sont les mêmes règles européennes qui s'appliquent dans notre pays. Ce discours de région autonome trouve un écho particulier aux oreilles d'un certain nombre de personnes en Guadeloupe qui y voient la possibilité d'accéder à plus de responsabilité.

Mais la réalité est tout autre. Il, s'agit ni plus ni moins de faire de notre pays une région française ultrapériphérique de l'Europe soumis aux mêmes règles européennes.

Nou pa éropéyén ! Nou sé Karayibéyén !

Mouvàn a 2009 ja montré chimen la, sé chimen a souvrennté.

C'est ce que le peuple de Guadeloupe a signifié le 24 mai dernier à travers elèksyon a yo.

N'en déplaise ceux qui le traite d'incivil et d'ingrat.

ELÈKSYON A YO, LÉWÒP A YO, PA BON POU NOU !

Aider le peuple à poursuivre dans cette voie, celle de la pleine et entière souveraineté et de l'indépendance nationale, est le seul moyen de le soustraire du diktat du système colonialiste et capitaliste.